

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Sylvia Bongo Ondimba, première dame :

"Ne l'oublions pas, bien que différents, ils (Ndlr : enfants autistes et trisomiques) demeurent des enfants. Et comme tous les enfants, ils ont besoin d'être entourés, aimés, accompagnés dans leur marche vers l'autonomie".

Lucie Milebou-Aubusson Mboussou, présidente du Sénat :

"Nous sommes, non seulement, des leaders politiques, mais aussi des modèles pour nos concitoyens (...). Notre comportement aura un impact direct sur le climat dans lequel se dérouleront ces élections. Il est donc de notre devoir de nous assurer qu'elles se dérouleront dans un environnement de paix, de respect et de fraternité".

Ali Bongo Ondimba, président de la République sortant, candidat à sa succession :

"J'ai besoin de vous, du PDG uni et solidaire pour transformer le Gabon".

Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale (UN), candidate à la présidentielle de 2023 :

"On ne change pas les règles du jeu à la veille d'une élection".

Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), candidat à la présidentielle de 2023 :

"Nous désapprouvons la manière dont les lois se font et se défont en catimini".

Paul-Marie Gondjout, président de l'Union nationale initiale (UNI) :

"Annoncer des élections générales deux mois avant le scrutin et les organiser au pas de course dans un flou artistique, n'est-ce pas favoriser l'impréparation et le désordre ? À qui cela profiterait-il ?"

Général François-Xavier Mabin, commandant des Éléments français du Gabon (EFG) :

"(...) Ce 14-Juillet est aussi un événement franco-gabonais. C'est comme cela que nous l'avons conçu. La relation entre la France et le Gabon est en pleine rénovation, nous avons entamé une phase de revue de ce partenariat. Nous voulons le projeter vers l'avenir et lui donner une tournure plus moderne, plus utile et ouvert à de nouveaux champs".

UA/Communautés économiques : Ali Bongo Ondimba fait le point

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a pris part les 15 et 16 juillet derniers à la cinquième Réunion semestrielle de Coordination Union africaine-Communautés économiques et régionales-Mécanismes régionaux. Des assises qui ont eu lieu à Nairobi au Kenya du 15 au 16 juillet 2023.

Ainsi, président en exercice de la CEEAC, il a saisi cette tribune pour présenter les avancées réalisées en Afrique centrale en matière d'intégration régionale, de réforme institutionnelle, et dans les domaines social, économique, infrastructurel, environnemental et bien d'autres. Il a notamment été question de l'adoption d'un traité révisé, d'un protocole sur le Conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), d'une commission en 2020, de nouveaux organes communautaires à l'instar du Parlement et de la Cour de justice.

Le numéro un gabonais a évoqué la création du Haut conseil d'affaires, la ratification par les Etats membres de l'Accord por-



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, lors de son intervention.

tant création de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), ainsi que l'Union douanière en janvier 2024. La promotion du genre et l'autonomisation de la femme, la création du réseau des femmes entrepreneurs d'Afrique centrale et l'adoption de l'agenda commun pour la promotion des droits des femmes et leur autonomisation sont parmi les avancées notables. Le Centre régional des énergies renouvelables d'Afrique centrale,

la Conférence des Écosystèmes forestiers Denses et humides d'Afrique centrale, le Centre d'application pour les prévisions climatologiques n'étaient pas en reste. Avant d'aborder la coopération CEEAC-CEDEAO en matière de sécurité maritime. Et d'annoncer l'adoption d'une stratégie conjointe sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée.

En dépit de ces performances, Ali Bongo Ondimba a tout de

même déploré quelques entraves de divers ordres à ces belles réalisations. Il a ainsi appelé ses coparticipants à une solidarité africaine plus prononcée et au renforcement de la coopération entre le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et l'ensemble des parties prenantes.

A noter qu'il a réaffirmé l'engagement du Gabon dans le processus de création de la réforme institutionnelle, et de lutte contre la piraterie maritime.

La Semaine Déplacement tumultueux

PLUSIEURS événements ont marqué l'actualité de la semaine écoulée. Entre le Conseil des ministres au cours duquel de nombreux textes en rapport avec les élections à venir ont été adoptés ; l'assemblée plénière du Centre gabonais des élections (CGE) sanctionnées par le report de la date limite du dépôt de candidature aux dites élections prévues le 26 août 2023 ; la Conférence de presse du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) ; son Congrès extraordinaire au cours duquel son "Distingué camarade président", Ali Bongo Ondimba, a été investi pour le scrutin présidentiel à venir ; et l'interview accordée à la chaîne publique française "France 24" par le président de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), Jean Ping ; ainsi que la fin de la session extraordinaire du Parlement (Sénat et Assemblée nationale) ; il faut dire que l'actualité a été vraiment riche.

Toute chose qui nous donne même l'embaras du choix dans la sélection des sujets à développer dans la présente chronique. Qu'à cela ne tienne, intéressons-nous à ce qui a un rapport avec les prochaines élections générales. Non pas pour revenir sur la conférence de presse animée par Steeve Nzegho Dieko, consacrée essentiellement au bilan du président Ali Bongo Ondimba, qu'il trouve du reste "globalement satisfaisant". Tout comme, nous ne reviendrons pas non plus sur la sortie de Jean Ping sur France 24, au cours de laquelle il a entre

autres dit ne pas trouver d'intérêt à participer aux prochains scrutins... La fin de la session extraordinaire nous paraît plus pertinente. D'autant plus que l'Assemblée nationale et le Sénat ont eu, pendant ces sept derniers jours, à adopter des textes modifiant certaines dispositions du Code électoral. Ce au moment où le processus est désormais en cours. Des initiatives qui ont provoqué l'ire de plusieurs acteurs de l'opposition dont certains candidats à l'élection présidentielle à venir. Pour exprimer leur désapprobation avec cette façon de faire, ces derniers ont décidé de se rendre au Sénat, au moment où la Chambre haute du Parlement clôturait sa session extraordinaire. Un déplacement pour le moins tumultueux qui a créé une vive tension entre les forces de l'ordre et lesdits acteurs politiques. Heureusement, il y a plus de peur que de mal. En attendant la suite...

D'aucuns ont salué l'initiative de ces opposants qui, d'ailleurs, ont promis de saisir la Cour constitutionnelle à cet effet. D'autres l'ont condamnée, appelant à la "retenue" et la "responsabilité" des acteurs politiques. Et nous de souligner qu'une telle interpellation devrait s'adresser à tous les acteurs politiques. Tous, sans distinctions de bords !

La sérénité et les élections apaisées sont aussi à ce prix.

ONDOUBA'NTSIBAH